

Pubblicato in traduzione italiana in *Storica* [Laurent Baggioni, « La repubblica nella storia : la questione dell'umanesimo civile », in *Storica*, n° 35/36, Rome, Viella, XII, 2006, p. 65-91] vedi anche *Renaissance Civic Humanism. Reappraisals and Reflections*, ed. by James Hankins, Cambridge, Cambridge University Press, 200 ?]

Les fondements historiographiques du néo-républicanisme

La question de l'adéquation du concept historiographique de « républicanisme » à la Florence du XVe siècle est d'importance, puisqu'il s'agit d'une part d'un concept moderne et d'autre part, parce que c'est précisément au XVe siècle que s'affirme dans la langue vulgaire, l'usage du terme *repubblica*, non pas dans le sens aristotélicien de corps politique ou de constitution, mais dans celui de gouvernement populaire, jusque là désigné par diverses locutions comme par exemple *governo civile*, *politico* ou encore *popolare*. Ces remarques devraient induire à la prudence dans le choix des termes analytiques mais une évolution récente de l'historiographie a imposé dans les cinquante dernières années l'usage systématique de la notion de « républicanisme » pour qualifier la pensée politique florentine des XVe et XVIe siècles, mais aussi certains courants de la pensée anglaise et américaine, qu'elle englobe dans une seule et même tradition de l'histoire de la pensée politique moderne.

Or cet usage systématique de la notion a été soumis à un certain nombre de critiques, notamment en France.

Du point de vue de la philosophie politique tout d'abord, Serge Audier s'est attaché à mettre en évidence les erreurs d'interprétation induites par une telle notion. En effet, si l'on s'en tient aux historiens néo-républicains, le républicanisme aurait été vaincu et occulté par le libéralisme à la fin du XIXe siècle. Il est donc nécessaire de redécouvrir cet héritage perdu et de reconstituer la tradition qui l'a fait naître. Pour Audier, l'entreprise néo-républicaine est ainsi conduite à proposer une interprétation univoque de certains auteurs complexes, comme Tocqueville par exemple, et à déformer l'histoire globale de la philosophie politique moderne en éludant les influences réciproques et en passant sous silence d'autres traditions de pensée¹.

¹ Serge Audier, *Les théories de la république*, La Découverte, 2005.

Dans leurs travaux sur les guerres d'Italie, Jean-Claude Zancarini et Jean-Louis Fournel ont montré que même une étude de la tradition républicaine à Florence entre le XVe et le XVIe siècle ne pouvait faire l'économie d'un examen critique de l'évolution du langage politique. En effet, chez Savonarole, Machiavel et Guichardin, une dialectique subtile de permanence et de resémantisation des concepts fait écho aux enjeux toujours changeants d'une situation politique dominée par l'urgence. Dans ce contexte, la tradition républicaine ne saurait être comprise comme la continuité d'une théorie, ni même comme une identité de concepts, à moins d'ignorer l'originalité radicale de la réflexion politique dans un moment précis de l'histoire de l'Italie².

Ces critiques mettent en évidence le caractère réducteur et simplificateur de l'histoire « néo-républicaine » et nous enjoignent d'opérer un retour critique sur ses thèses. Notre hypothèse est que les penseurs néo-républicains ont tendance à étendre une conception moderne de la république et de la citoyenneté à des époques et des contextes extrêmement différents. Il y aurait ainsi selon nous une ambivalence constitutive du néo-républicanisme, à la fois théorie politique et thèse historique, dont nous souhaiterions examiner la constitution progressive dans le cadre d'une généalogie critique, à partir des travaux de l'historien germano-américain Hans Baron, jusqu'à l'ouvrage majeur de John Pocock, *Le moment machiavélien*, qui a donné au néo-républicanisme sa forme la plus synthétique et la plus philosophique.

Baron et la nouvelle république : une certaine idée du citoyen

S'intéresser à nouveau à Hans Baron peut sembler surprenant, les bilans périodiques de la pertinence de ses travaux étant désormais assez nombreux. Et pourtant, c'est bien dans les années de formation de ce jeune historien particulièrement doué que se joue l'histoire future de la notion de républicanisme dans la réflexion politique anglo-saxonne³.

² Jean-Claude Zancarini et Jean-Louis Fournel, *La politique de l'expérience. Savonarole, Guicciardini et le républicanisme florentin*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2002

³ Les deux principales études de la biographie intellectuelle de Baron demeurent celle de Renzo Pecchioli, "Umanesimo civile" e interpretazione 'civile' dell'umanesimo", in *Studi storici*, XIII, 1972, p. 3-53, et celle de Riccardo Fubini, "Una carriera di storico del Rinascimento: Hans Baron", *Rivista storica italiana*, CIV, 1992, p. 501-544. Notons également une étude de la notion d'humanisme dans l'œuvre de Hans Baron qui prend en

Lorsque Hans Baron quitte le Leibniz-Gymnasium de Berlin en 1918 et s'inscrit aux cours d'Histoire à l'université de Leipzig, puis de Berlin, les universités allemandes sont dominées par un nationalisme conservateur et farouchement anti-républicain. Face à l'écrasement de la révolution et à l'inflation galopante les enseignants cultivent une nostalgie de l'époque impériale tandis que les étudiants alimentent les formations paramilitaires d'extrême droite. Baron, jeune étudiant juif de la bourgeoisie berlinoise, choisit de se placer sous l'autorité et l'enseignement de personnages tout différents : Friedrich Meinecke, Ernst Troeltsch et Walter Goetz. Ces « mandarins »⁴ proviennent de courants d'origine monarchistes mais se montrent désireux de tirer les leçons de l'échec de la politique militariste et impérialiste du Reich wilhelminien. « Républicains de raison », selon l'expression de Meinecke, ils portent le deuil du vieil empire, mais revendiquent un attachement sincère à la république nouvelle, seule apte, selon eux, à relever les défis de la modernité.

Ces personnages, qui ont eu, de l'aveu de Baron même, l'influence la plus profonde sur sa formation, se définissent par une continuité entre leur profession d'historien et leur engagement politique⁵. Cette imbrication entre l'écriture de l'histoire et la lecture des

compte les différentes étapes de la carrière universitaire de l'historien, avec d'intéressantes citations de sa correspondance privée: Kay Schiller, « Hans Baron's Humanism », *Storia della Storiografia*, 34, 1998, p. 51-99. Pour une synthèse des critiques qui lui ont été adressées, cf. James Hankins, « The 'Baron Thesis' after Forty Years and some Recent Studies of Leonardo Bruni », *Journal of the History of Ideas*, 56, n°2, 1995, p. 309-338. Un volume collectif a également été consacré par des historiens anglo-saxons à l'examen critique de la notion d'humanisme civique dans une perspective d'histoire des idées politiques : *Renaissance Civic Humanism. Reappraisals and Reflections*, éd. James Hankins, Cambridge University Press, Cambridge, 2000. On pourra également se rapporter à la contribution de divers historiens, notamment celle de Eugenio Garin, dans *Renaissance Studies in Honor of Hans Baron*, éd. A. Molho et J.A. Tedeschi, Sansoni, 1971, ainsi qu'au bref essai que Baron consacre lui-même à sa biographie intellectuelle: "The Course of My Studies in Florentine Humanism", *In search of Florentine Civic Humanism, Essays on the Transition from Medieval to Modern Thought*, II, Princeton N.J., Princeton University Press, 1988, p. 182-193.

⁴ Nous empruntons ce terme au titre d'un ouvrage de Fritz Ringer, *The Decline of the German Mandarins. The German Academic Community, 1890-1933*, Cambridge, MA, 1990.

⁵ Ernst Troeltsch est un théologien qui a enseigné à la faculté de théologie protestante de Bonn (1892-1894), puis à Heidelberg (1894-1915), avant d'enseigner à Berlin. Il fait partie des fondateurs du Parti Démocrate Allemand (DDP), avec Hugo Preuss. Membre actif du parti, il est élu au parlement prussien et exerce les fonctions de sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires Culturelles de l'État de Prusse. De 1918 à 1922, il

événements politiques contemporains ne doit pas être sous-évaluée, d'autant que ces historiens revêtaient avec conviction le rôle traditionnel qui leur incombait, celui de *praeceptores Germaniae*, éducateurs de la nation allemande. Dès lors, pour une meilleure compréhension des travaux de Baron, il pourrait être intéressant de poser et d'examiner l'hypothèse selon laquelle cette conception de l'engagement de l'historien a informé la vocation académique du jeune Baron.

Riccardo Fubini, dans un article fondamental pour la compréhension de la biographie intellectuelle de Baron⁶, a étudié l'activité du jeune historien au cours des années 1920. Fubini a mis en valeur la complexité des liens que Baron tisse avec ses maîtres et notamment la façon dont, tout en demeurant attaché à l'orientation de leurs recherches, il affirme une certaine originalité. Ainsi, Baron, dont les travaux, d'abord sur Calvin, puis sur la Renaissance italienne, participent, dans la lignée de Troeltsch et de Goetz, d'une critique libérale de l'historiographie nationaliste allemande, propose à travers la notion d'humanisme civique un idéal d'éducation et de patriotisme analogue à la *Bildung* allemande du début du XIXe siècle. L'humanisme civique de Baron entretient ainsi une affinité profonde avec le néo-humanisme conservateur de Jaeger, dont les racines plongent dans la culture de la vieille classe dirigeante allemande, la *Bildung*, bien plus réticente à l'égard de la modernité que les *Vernunftrepublikaner* en charge de la formation du jeune historien.

Que l'humanisme civique de Baron soit, par bien des aspects, une conception politique conservatrice, cela apparaît évident au vu des arguments convoqués par Fubini. Néanmoins, certains des thèmes propres à cette conception conservatrice, tels qu'ils sont

publie une série d'analyses des événements politiques contemporains dans ses *Spektator-Briefe*, rédigées pour la revue *Kunstwart*.

Friedrich Meinecke, directeur de thèse de Baron fut professeur à Strasbourg (1901) puis à Fribourg (1906), il est l'auteur d'une importante monographie sur la naissance de l'État moderne retraçant son évolution depuis les réformes du XVIIIe siècle jusqu'à sa consolidation par Bismarck. Après la défaite, Meinecke critique sévèrement Bismarck et affirme sa volonté de mettre en garde ses concitoyens contre les insuffisances de la politique de puissance. Cette critique a été développée dans son célèbre ouvrage consacré à au concept de raison d'État, *Die Idee der Staatsräson in der neueren Geschichte*, Munich, Berlin, 1924.

Walter Goetz est le titulaire de la chaire d'histoire de l'université de Leipzig et le directeur de l'*Institut für Kultur- und Universalgeschichte*. Député au Reichstag de 1920 à 1928, Goetz était, comme Troeltsch et Meinecke, membre du DDP.

⁶ Riccardo Fubini, "Una carriera di storico del Rinascimento: Hans Baron", cf. *supra*, n. 3.

réactivés par Baron au milieu des années 1920, sont d'une criante actualité : parmi ceux-ci, le problème de la légitimité et de la stabilité de la république. La république est directement menacée, à droite comme à gauche et elle ne peut survivre que si elle se montre capable de maintenir l'ordre, contre les tentations révolutionnaires de l'extrême gauche et la menace des formations paramilitaires d'extrême droite. Troeltsch l'avait déjà énoncé de façon très claire au tout début des années 1920 : « L'ordre n'est possible que fondé sur la république et non contre la république. »⁷

Or une des questions sur lesquelles se cristallisent les frustrations de l'Allemagne anti-républicaine et nationaliste est bien entendu la question de l'anti-sémitisme. Cette question ne saurait être séparée d'une autre problématique plus vaste liée à celle de la stabilité de la république, à savoir la définition de la citoyenneté. Bien que le problème de la citoyenneté soit une question ancienne de l'Allemagne unifiée, la forte présence d'une communauté juive d'une part, ainsi que l'afflux d'immigrés venus de Pologne font périodiquement renaître les débats entre *jus soli* et *jus sanguinis*⁸. La première guerre mondiale, du fait de la réduction territoriale du Reich et de l'arrivée massive d'immigrés juifs et polonais, a fait resurgir le problème dans toute son acuité. Les Allemands résidant à l'étranger, les *Auslandsdeutsche*, devaient conserver la possibilité de conserver la citoyenneté allemande, de façon plus aisée et plus large que les immigrés juifs et polonais ne devaient pouvoir l'acquérir. Ainsi, malgré la persistance d'un débat, et la conviction, plusieurs fois réaffirmée au sein de la classe politique, notamment par le SPD, qu'une assimilation par la culture était possible, la conception allemande de la citoyenneté évolua de plus en plus vers une communauté d'ascendance, adossée à la prédominance du *jus sanguinis* sur le *jus soli*⁹.

⁷ « Nur auf dem Boden der Republik, nicht gegen die Republik ist Ordnung möglich », Ernst Troeltsch, *Spektator-briefe*, éd. Hans Baron, 1924, lettre du 7 juillet 1922, « Gefährliche Zeiten », p. 288.

⁸ Sur ces questions, cf. Rogers Brubaker, *Citoyenneté et nationalité en France et en Allemagne*, trad. fr. Jean-Pierre Bardos, Belin, collection « socio-histoires », Paris 1987 (éd. originale : *Citizenship and nationhood in France and Germany*, Harvard university press, 1992) ; Eli Nathans, *The Politics of Citizenship in Germany : Ethnicity, Utility and Nationalism*, Berg, Oxford, 2004 ; et surtout Dieter Gosewinkel, *Einbürgern und Ausschließen. Die Nationalisierung der Staatsangehörigkeit vom Deutschen Bund bis zur Bundesrepublik Deutschland*, Göttingen, 2001.

⁹ Les travaux de Gosewinkel (cf. *supra*, n. 4) nous enjoignent de ne pas considérer de façon trop simpliste la citoyenneté allemande comme fondamentalement communautaire, par opposition à la citoyenneté française. Il démontre comment l'empreinte ethno-culturelle se développe progressivement, parallèlement à un affaiblissement de l'État et à sa réduction territoriale.

Le jeune Baron, éditeur des fameuses *Spektator-Briefe* de Troeltsch, encore plongé dans une formation historique académique, ne pouvait concevoir ses études historiques comme dépourvues de lien avec un présent si menaçant. L'humanisme florentin lui apporta la preuve historique que la culture peut et doit unir des individus d'origines géographiques et sociales différentes dans un même amour de la patrie. La république florentine du début du XVe siècle devint pour lui, à partir de 1925, le paradigme de cet État de culture que les républicains de Weimar appelaient de leur vœux contre la montée du nationalisme communautaire.

Cependant, si l'humanisme florentin devait prêter main forte dans le combat pour asseoir la république, il était d'abord nécessaire de le disculper des accusations de scepticisme, de relativisme moral, voire de nihilisme, qui pesaient sur lui depuis Burckhardt. Les préoccupations de Baron rencontrèrent ainsi la vaste entreprise de renouvellement de la *Kulturgeschichte* telle que la concevait Walter Goetz et qui impliquait une révision partielle de la conception burckhardtienne de l'humanisme¹⁰. Goetz était notamment persuadé que l'humanisme avait eu une portée tout autant politique qu'esthétique et littéraire. Selon lui par exemple, une pensée historique originale s'était développée à Florence à partir d'un « lien entre l'écriture de l'histoire et l'activité politique »¹¹. C'était là remettre en question, non pas la totalité, mais certains pans de l'analyse burckhardtienne.

Car Burckhardt décrit les humanistes comme « une foule aux cents formes qui un jour expose un visage et le lendemain un autre »¹². Pour l'historien suisse, les précurseurs de l'humaniste étaient les clercs errants du XIIe siècle qui avaient mené la même existence « instable » et mené une vie « libre et même plus que libre ». Baron avait acquis la conviction, durant son séjour en Italie, que cette vision de l'humanisme n'était que partielle. Une étude attentive des textes politiques d'un Salutati ou d'un Bruni imposait de corriger cette conception, en faisant apparaître une tradition, non plus changeante et instable mais sérieusement impliquée dans une réflexion morale, politique et religieuse, non pas isolée et élitiste mais porteuse d'un écho important dans la culture civique florentine.

¹⁰ August Buck, « Hans Baron's contribution to the literary history of the Renaissance », in *Renaissance Studies in Honor of Hans Baron*, éd. A. Molho et J.A. Tedeschi, Sansoni, 1971, p. XXXV-XXXVI.

¹¹ Walter Goetz, *Italien im Mittelalter*, Leipzig, 1942, vol. II, p. 156.

¹² Jacob Burckhardt, *Die Kultur der Renaissance in Italien, ein Versuch. Durchgesehen von Walter Goetz*, Stuttgart, 1952, p. 185.

Or la façon dont Baron théorise l'humanisme civique comme un ancrage, par la culture, d'individus déracinés, au sein d'une communauté politique, est extrêmement intéressante. Un de ses traits particuliers consiste ainsi dans le fait qu'elle emprunte, pour définir la forme républicaine de la participation civique, un détour par la sociologie.

Cet usage de la sociologie, à un moment déterminant de l'histoire intellectuelle et politique de l'Allemagne, n'allait pas de soi. L'université de l'époque wilhelminienne s'était en effet figée dans un rejet de la sociologie comme méthode positiviste, étrangère aux règles spécifiques des sciences de l'esprit. Comme le souligne Habermas :

« À la différence de ce qui s'est passé aux États-Unis ou en France, la sociologie a dû s'imposer chez nous dans un milieu scientifique qui était marqué par le succès mondial des sciences de l'esprit historiques. Appuyée sur une bourgeoisie cultivée qui, en Allemagne, avait influence et pignon sur rue, et s'édifiant sur le « hidden curriculum » du *Gymnasium* allemand, cette mentalité de mandarins, décrite par F.K. Ringer, s'est développée dans ce monde idéaliste. Cette attitude spirituelle disposait le professorat, doté d'un grand prestige social, mais de peu de pouvoir réel, à abandonner, dans un certain élitisme de l'esprit, « l'époque des machines et des masses ». Cet affect antimoderniste se couplait à une compréhension de soi plutôt apolitique qui contraignait à une impartialité voilant conflits ou intérêts, mais déployant le plus souvent un conformisme de l'autorité. »¹³

Baron avait parfaitement compris que la rupture avec l'Allemagne impérialiste passait aussi par une révision des méthodes historiographiques. Les sciences de l'esprit de l'époque wilhelminiennes devaient être actualisées par l'utilisation de méthodologies nouvelles, venues de la sociologie occidentale. C'était la voie suivie par Goetz, mais aussi par Troeltsch. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles la description que donne Baron de l'humanisme

¹³ Jürgen Habermas, « La Sociologie sous la République de Weimar », *Textes et contextes* (1991), trad. de l'allemand Mark Hunyadi, Paris, Éd. du Cerf, 1994, p. 140. Toutefois, il convient de ne pas pousser trop loin la rupture entre sociologie et sciences de l'esprit. Comme le souligne Habermas, c'est précisément cet ancrage dans la philosophie de l'histoire diltheyenne que la sociologie allemande trouve les traits de son originalité : « Le grand résultat de la génération des fondateurs fut de réussir à faire valoir, contre le milieu sociologiquement aveugle des sciences de l'esprit allemandes, des interrogations de type sociologiques, et d'une façon générale le regard pour la dimension sociale de la compréhension des problèmes qui s'était déjà imposé depuis longtemps en France et aux États-Unis. La sociologie allemande s'est établie en opposition à ce qui devait la rendre spécifiquement allemande », *ibidem*, p. 141.

florentin est profondément influencée par la pensée sociologique. Nourrie par les travaux des pères de la sociologie allemande, Simmel, Weber et Troeltsch, elle est ainsi de fait apparentée, d'une certaine manière, à d'autres recherches plus spécifiquement sociologiques, comme celles de Mannheim, sur lequel nous reviendrons.

Dans son introduction aux écrits de Leonardo Bruni¹⁴, qui constitue sa première publication importante sur l'Italie, Baron s'efforce ainsi de penser les conditions de l'attachement de l'humaniste à un lieu. Il reconceptualise la notion d'humanisme définie par Burckhardt à partir du paradigme sociologique de l'étranger. À la suite de Max Weber, qui le premier a thématiqué les notions de « peuple hôte » et de « peuple paria »¹⁵, Georg Simmel avait déjà mis en évidence combien le statut de l'individu étranger le prédisposait à une forme particulière de participation à la société¹⁶. Son statut était la condition d'un point de vue impartial, à la fois interne et distancié, auquel on avait souvent recours en cas de conflit, mais qui pouvait aussi susciter la méfiance. À la même époque que la publication des travaux de Baron, Karl Mannheim va plus loin dans la conception de l'intellectuel comme étranger, à travers l'élaboration de la notion de « l'intellectuel sans attaches ». Dans son essai sur la pensée conservatrice allemande entre 1800 et 1830¹⁷, Mannheim montre comment l'Allemagne de la première moitié du XIXe siècle est le lieu d'un affrontement entre deux groupes sociaux – la noblesse foncière les fonctionnaires des États monarchiques – dont les rapports antagonistes se trouvent complexifiés par l'émergence d'une classe « flottante », « sans attaches » (*freischwebend*) d'écrivains et de penseurs.

Extérieurs à l'affrontement social qui déchirait l'Europe à cette époque, ces intellectuels sans attaches étaient très fragiles d'un point de vue économique. Les premiers

¹⁴ Leonardo Bruni Aretino, *Humanistisch-philosophische Schriften*, éd. Hans Baron, Leipzig, Berlin, 1928. Ce volume est le premier numéro de la collection dirigée par Walter Goetz, intitulée "Quellen zur Geistesgeschichte des Mittelalters und der Renaissance".

¹⁵ Ces notions apparaissent dans les études de sociologie des religions de Max Weber, notamment sur les religions de l'Inde et sur le Judaïsme antique. Cf. "Hinduismus und Buddhismus", *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. 41-42, 1916-1917; "Das antike Judentum", *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. 44-46, 1917-1919. Ces deux études ont été rééditées respectivement dans les volumes 2 et 3 des *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, parus à Tübingen en 1920-1921.

¹⁶ Georg Simmel, *Soziologie. Untersuchungen über die Formen der Gesellschaft*, Leipzig, 1908.

¹⁷ Karl Mannheim, « Das konservative Denken. Soziologische Beiträge zum Werden des politisch-historischen Denkens in Deutschland », in *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 57, 1927, p. 68-142, 470-495.

écrivains de profession commençaient à apparaître, comme Klopstock, Lessing, Wieland, mais les conditions matérielles de ces penseurs demeuraient précaires. Ainsi, leur absence d'attaches sociales ou économiques, tout en leur garantissant une certaine liberté d'opinion et d'expression importante, les plongeait en même temps dans une situation économique périlleuse.

Cette situation avait à son tour deux conséquences : d'abord, une absence de certitudes dans des domaines comme la morale ou la politique, et ensuite, une dépendance économique à l'égard de classes plus influentes et mieux assises :

« La combinaison d'une position économique instable et d'un horizon intellectuel qui allait bien au-delà de leur propre sphère étroite, produisit chez les écrivains romantiques une immense sensibilité, alliée à une incertitude morale et à une tendance constante à devenir des aventuriers ou des obscurantistes. Economiquement flottants (*freischwebend*), ne pouvant compter que sur eux-mêmes, ils ne peuvent se maintenir. »¹⁸

Ainsi, ils sont condamnés à la condition d'éternels étrangers, obligés de s'en remettre à de riches protecteurs, décidés à les utiliser dans la guerre idéologique qu'ils sont en train de mener :

« Ils vendent leur plume de gouvernement en gouvernement, oscillent entre la Prusse et l'Autriche, beaucoup d'entre eux viennent se fixer auprès de Metternich qui savait parfaitement utiliser leurs services. »¹⁹

La réussite de la noblesse foncière, prise en étau par la Révolution française d'une part, et par l'administration de certains États de l'autre, a été de savoir s'attirer les services de cette intelligentsia flottante pour formuler et consolider une vision de l'homme et du monde résolument conservatrice. La menace pesant sur l'hégémonie sociale d'une classe est donc à l'origine, selon Mannheim, de l'exaltation de l'individu dans son unicité et dans sa concrétude, voire son irrationalité, caractéristique du Romantisme.

Simmel et Mannheim ont ainsi construit la description sociologique de l'intellectuel à partir de la description de l'étranger. Étranger au sein de la société qui le produit,

¹⁸ Karl Mannheim, *Ibidem*, p. 115.

¹⁹ Karl Mannheim, *Ibidem*, p. 115.

l'intellectuel tente, par tous les moyens que lui confèrent sa possibilité de produire un discours, de conjurer cette extranéité. Un réseau étroit de concepts lie chez Weber et Simmel²⁰, puis chez Mannheim, la description sociologique du Juif, de l'Étranger et de l'Intellectuel. Dans le sillage de cette thématization sociologique, Hans Baron propose, dans son introduction aux écrits humanistes et philosophiques de Leonardo Bruni, une articulation différente du rapport entre l'intellectuel et la cité.

La plus grande partie des humanistes italiens du XVe siècle se définit ainsi, de la même manière que les intellectuels sans attaches de Mannheim, par sa précarité économique et par l'errance géographique qui en est la conséquence :

« Un jour, ils sont admirés et dorlotés par la fortune, le lendemain, ils sont expulsés, sans toit (*Heimatlos*) de la structure sociale de la cité ou de la principauté qui leur a accordé, pendant quelques années ou seulement quelques mois, un abri entre deux périodes plus longues d'errance. »²¹

Pour eux, le séjour dans un lieu fixe n'est qu'une exception temporaire au cours d'une existence réglée par le voyage. On notera l'usage de l'adjectif *Heimatlos*, qui signifie sans toit, sans foyer, sans patrie, et qui est systématiquement employé par Simmel comme par Mannheim. Les humanistes, en dehors de Florence, ont été ainsi incapables, en raison de cette condition de *Heimatlos*, de s'unir en un même mouvement philosophique, moral et religieux. Le seul endroit où une telle unité a pu voir le jour est la république florentine. En effet, ce n'est qu'à Florence que l'on pouvait trouver réunies deux conditions nécessaires à cet essor : une classe sociale dominante imprégnée de valeurs républicaines et désireuse d'écrire son histoire ; un système politique disposé à laisser aux humanistes une certaine liberté de réflexion²².

²⁰ Cf. Freddy Raphaël, "l'étranger et le paria dans l'oeuvre de Max Weber et de Georg Simmel", *Archives de Sciences sociales des Religions*, 1981, 61/1, p. 63-81.

²¹ Bruni, *Humanistisch-philosophische Schriften*, p. XII (introduction).

²² Il est difficile de faire la généalogie de la notion d'intellectuel sans attache, d'intelligentsia déracinée. Mais il semble que la notion d'humanisme civique soit liée à cette tentative de renouvellement intellectuel propre à une certaine partie de l'élite weimarienne. L'association entre Baron et Mannheim ne saurait par ailleurs être surestimée, l'adhésion du second au marxisme ne devant pas faire oublier la proximité du premier avec le protestantisme libéral. Néanmoins, les deux intellectuels ont suivi les séminaires d'Ernst Troeltsch et la continuité de leur analyse est frappante : par la sociologie de la connaissance d'une part et l'humanisme civique

Cette « soudure » (*Verwachsung*) dont parle Baron entre l'humanisme et les aspirations de la classe dominante d'une entité politique autonome, a été consolidée par le régime politique de Côme de Médicis. Ce régime, bien que marqué par un renforcement de l'emprise du clan Médicis sur les institutions florentines, n'avait pas pour objet d'anéantir l'héritage républicain, mais d'en maintenir une image vivante dans la sphère de la culture civique. Dès lors, Florence était vouée à devenir le lieu unique d'une « alliance » (*Verbindung*) entre humanisme et culture civique, « alliance » tellement étroite que Baron la désigne par le mot composé de *Bürgerhumanismus*, humanisme civique, qu'il emprunte à Georg Voigt. Car Hans Baron souscrit complètement à la vision, présentée par ce dernier, d'un *Bürgerhumanismus* conçu comme action réciproque entre les humanistes et la classe dirigeante florentine :

« Ce n'est qu'à Florence que Voigt put établir une participation de cercles bourgeois plus larges à l'humanisme et, de la même manière, une influence durable des cercles littéraires. »²³

Ainsi, l'humanisme civique n'est pas l'émanation naturelle ou indigène de dispositions et d'intérêt propres à Florence, mais la mise en place d'une collaboration réciproque unique entre les élites d'une cité et les humanistes, livrés à une dépendance économique et politique précaire partout ailleurs en Italie. Autrement dit, l'humanisme, à Florence, est, comme partout ailleurs, un phénomène *étranger*, au sens où il n'est pas, par essence, attaché à un lieu où à une classe sociale. Seulement, à Florence, ce phénomène s'est signalé par une collaboration symbiotique exceptionnellement étroite et durable entre une réalité locale et un courant culturel plus large.

Dans cette première période de la carrière de Baron, engagement politique et engagement historique sont pratiquement confondus. L'humanisme civique naît d'une exigence historiographique : il s'agit à la fois de conférer à certains textes une centralité occupée jusque là par d'autres auteurs mieux connus. De ce point de vue, les travaux de

de l'autre, les deux chercheurs se sont attachés à mettre en valeur, à des époques et selon des méthodes différentes, les liens entre savoir et politique. Sur la filiation entre Dilthey, Troeltsch et Mannheim, cf. Habermas, *op. cit.*, p. 145.

²³ Bruni, *Humanistisch-philosophische Schriften*, p. XV (introduction).

Baron ont été déterminants et ont attiré l'attention sur le problème qui nous préoccupe, à savoir celui de l'existence d'une tradition républicaine à Florence. Cependant, cette focalisation sur la république s'imposait clairement comme un engagement politique militant : le jeune historien, dans la lignée de l'œuvre d'Ernst Troeltsch, œuvrait pour la République et contre les tentations autoritaires et les espoirs de révolution, en proposant certes une vision conservatrice du citoyen dans son rapport à la culture et à l'État, mais radicalement différentes des versions *völkisch* de la droite réactionnaire.

Ainsi le républicanisme florentin est, dès sa naissance en tant que concept historiographique, un républicanisme éminemment allemand, moins un instrument de lutte contre la monarchie qu'une exaltation du dévouement à la patrie, moins une théorie de la participation populaire qu'une vision de la citoyenneté, culturelle et non-communautaire. Ce républicanisme doit beaucoup à la *Bildung* du XIXe siècle, qui eut une importance si décisive pour la culture civique allemande, et notamment pour l'assimilation des Juifs²⁴.

La victoire du nazisme et le drame de l'exil vont briser cet engagement actif en faveur de la République. Une fois la République anéantie, les travaux de Baron perdent, dans le contexte allemand, toute leur actualité. Pourtant, Baron parviendra, à la suite de son exil, à provoquer des résonances nombreuses dans la réflexion politique américain contemporaine. L'histoire de l'humanisme civique ne s'arrête pas au moment de l'effondrement de la république. Au contact d'un environnement intellectuel nouveau, d'une culture universitaire soucieuse de son indépendance, désireuse de remettre constamment en perspective une histoire nationale glorieuse mais brève, la catégorie de républicanisme élaborée par Hans Baron va développer des prolongements imprévus. Rencontrant des problématiques nouvelles qui vont en infléchir le sens, le concept de républicanisme élabore progressivement la signification qui est la sienne aujourd'hui.

Le cheminement suivi par la notion après l'exil de Baron progresse selon deux axes : 1) un rapprochement de plus en plus étroit avec l'histoire des idées d'une part ; 2) une compatibilité avec les impératifs idéologiques de la guerre froide qui exigent de l'histoire une généalogie de la démocratie. Paradoxalement, le résultat de ce processus n'est pas, comme

²⁴ George L. Mosse, *German Jews beyond Judaism*, Indiana university press, Bloomington, Hebrew union college press, Cincinnati, 1985.

nous le verrons, la consécration du républicanisme florentin comme le prototype de la démocratie libérale américaine, mais, tout au contraire, son utilisation par un courant critique de la société marchande.

La productivité du républicanisme italien dans la réflexion politique anglo-saxonne

1. Geistesgeschichte et History of ideas

Comment comprendre donc que les thèses baroniennes, si liées à des problématiques spécifiques à l'Allemagne, aient rencontré un succès si important aux États-Unis? Ce succès est d'autant plus surprenant si l'on songe que les débuts de Baron aux États-Unis furent difficiles et que le monde universitaire américain se montra d'abord réticent, pour ne pas dire hostile, à ses travaux²⁵. Néanmoins, une forme de compatibilité apparut assez rapidement avec un courant de recherche alors en plein développement, l'histoire des idées. Or cette compatibilité fut mise en évidence sur le terrain de l'histoire des idées, ce qui ne fut pas sans conséquences sur les développements ultérieurs du concept de républicanisme.

Après avoir été révoqué de ses postes de Berlin et de Munich en 1933, Baron connut de nombreux déplacements qui le menèrent en Italie, à Londres, puis aux États-Unis. Sa situation matérielle fut difficile et ne s'améliora qu'après que Baron fut engagé, en 1947, comme bibliographe-chercheur à la bibliothèque Newberry de Chicago, fonction qu'il exerça jusqu'à sa retraite, en 1970-1971.

Les difficultés liées à la recherche d'un poste n'étaient pas les seules entraves à la diffusion des travaux de Hans Baron. Il existait entre la tradition historiographique allemande et les historiens américains de profondes divergences d'appréciation. Ainsi, l'école historique américaine rejetait dans sa grande majorité la représentation de la Renaissance italienne comme une rupture radicale dans l'histoire occidentale. La position qui s'était en effet affirmée comme dominante en histoire médiévale avait été proposée par Charles H. Haskins dans son fameux ouvrage, fort bien accueilli par le monde universitaire : *The*

²⁵ Pour une description détaillée du parcours universitaire et professionnel de Baron après son exil, voir Kay Schiller, « Hans Baron's Humanism », *supra*, n. 3.

Renaissance of the Twelfth Century (Cambridge, 1927). Haskins y appliquait le concept de « Renaissance » à la culture occidentale du XIIe siècle, marquant selon lui une rupture bien plus significative que le Quattrocento florentin. Cette prise de position constituait le fondement de la «révolte des médiévistes», dont les mots d'ordre appelaient précisément à une prise de distance radicale avec l'historiographie allemande, qui avait nourri la formation de Baron. Comme le souligne Kay Schiller :

« Therefore, until the early 1940s, the debasement of the Renaissance, particularly in terms of its importance for the history of state-formation, was 'common sense' among the American medievalist establishment. Not only this perspective contrast deeply with Burckhardt, but also with the German tradition of medieval and modern historical scholarship, that is, Ranke's judgement that the state-system of fifteenth century Italy was the origin of modern balance-of-power diplomacy.”²⁶

Il faut noter que Baron, malgré les résistances de principe que lui opposaient les historiens américains, n'a jamais renoncé à l'idée de Renaissance italienne. Bien au contraire, avec d'autres savants allemands émigrés, comme Kristeller et Cassirer, Baron a su résister aux critiques et se faire un des principaux promoteurs de la modernité radicale de la civilisation italienne du XVe siècle. Or il est significatif que ces thèses, auxquelles souscrivaient de nombreux universitaires allemands, aient d'abord trouvé un lieu d'expression auprès des historiens des idées, parmi lesquels Arthur Lovejoy. Ce dernier, professeur à l'université Johns Hopkins et rédacteur en chef du *Journal of the History of Ideas*, était alors engagé dans la fondation de son « history of unit-ideas », dont les principes furent exposés dans son ouvrage de 1936, *The Great Chain of Being*. Lovejoy montrait un vif intérêt pour les grands débats méthodologiques et épistémologiques qui avaient agité l'historiographie et les sciences de l'esprit allemandes au début du XXe siècle. Aussi n'est-ce sans doute pas un hasard si dans les premiers numéros de sa revue, le *Journal of the History of Ideas*²⁷, furent publiés plusieurs articles écrits par différents historiens allemands immigrés sur l'histoire intellectuelle de la Renaissance.

²⁶ Schiller, *op. cit.*, p. 71.

²⁷ Cf. les articles de Kristeller et de Randall dans les numéros 1 et 2 du *Journal of the History of Ideas*, respectivement 1940 et 1941.

C'est donc dans la même revue que Baron eut pour la première fois l'occasion de défendre une de ses thèses principales, celle d'une révolution de l'esprit advenue en Italie au début du Quattrocento. Dans les pages du *Journal of the History of Ideas* de 1943 figurait ainsi un article important de Baron, « Towards a More Positive Evaluation of the Fifteenth-Century Renaissance », parmi une série d'interventions prononcées lors d'une table ronde organisée deux ans plus tôt par l'American Historical Association²⁸.

Cet article répond aux critiques de Dana B. Durand, historienne des sciences à Mount Holyoke College, qui avait examiné dans sa communication la thèse du primat de l'Italie dans les sciences au XVe siècle pour conclure que cette thèse chère à Burckhardt était en réalité parfaitement inopérante. Durand refusait par ailleurs tout rapport entre le Quattrocento et la révolution scientifique du XVIe siècle et reprenait à son compte la thèse d'une continuité entre le Moyen Age et le XVe siècle italien. Dans une réponse brillante, Baron tentait au contraire de démontrer l'existence d'un « esprit du Quattrocento » inséparable selon lui de « l'esprit de la révolution scientifique » des XVIe et XVIIe siècles. Certes, l'humanisme excluait les sciences de son programme d'études, mais c'était surtout parce que les sciences avaient encore partie liée avec l'astrologie : en rejetant l'astrologie au nom de la liberté et de la dignité humaines, l'humanisme avait ainsi contribué à libérer la science de superstitions millénaires.

Ainsi une des premières formulations des thèses élaborées par Baron en Allemagne s'effectuait-elle sur le terrain de « l'esprit ». Les problématiques qui agitaient le monde universitaire américain et la revue même qui offrait aux savants allemands un terrain d'expression tendaient insensiblement à surdéterminer la dimension intellectuelle et philosophique de leurs travaux. Certes, Baron a affirmé, bien plus tard, son enracinement dans la tradition de la *Geistesgeschichte*, fondée sur une conception herméneutique de l'activité historique théorisée par Dilthey. À ce titre, l'*History of Ideas* de Lovejoy constituait bien une méthodologie sur laquelle les deux « écoles » pouvaient se rencontrer. Néanmoins la *Geistesgeschichte* avait bien d'autres ambitions que l'histoire des idées américaines : elle était l'histoire par excellence, et la dimension philosophique qui était la sienne permettait surtout de récapituler en une visée unique ses composantes politiques, culturelles, sociologiques,

²⁸ Hans Baron, « Toward a More Positive Evaluation of the Fifteenth-Century Renaissance », *Journal of the History of ideas*, IV, 1943.

scientifiques, qui constituaient autant de sous-disciplines spécialisées. Or l'histoire intellectuelle américaine n'était précisément qu'une spécialité parmi d'autres²⁹. Dès lors, s'il y eut, comme le dit Anthony Molho, un « felice connubio » entre l'histoire de l'esprit et l'histoire des idées, ce fut au prix de l'oblitération de l'ambition globalisante de l'histoire de l'esprit. Cette dernière descendait de son piédestal et renonçait à son hégémonie.

Pourtant Baron ne cessa jamais de travailler sur les aspects proprement politiques, institutionnels et sociologiques de l'histoire de Florence. Peut-être pourrait-on dire qu'il tenta de maintenir intacte cette visée hégémonique de l'histoire de l'esprit. Quoi qu'il en soit, cette conception de l'histoire allait à contre-courant de la spécialisation et de la pluralisation croissantes des sciences humaines historiques. Comme la collaboration avec Lovejoy tend à le montrer dans les années 1941-1943, la dimension philosophique de l'histoire de l'esprit fut captée par l'histoire des idées et par l'histoire intellectuelle, et ses implications politiques, institutionnelles, sociologiques furent reléguées au second plan.

Ainsi, l'histoire du devenir de la *Geistesgeschichte* aux États-Unis scelle la destinée du concept historiographique de républicanisme, et l'absorbe dans la sphère du débat philosophique.

2. La victoire des alliés et la « western civilization »

Or cette réception « philosophique » de la réflexion baronienne sur le républicanisme florentin, en mettant l'accent sur les éléments les plus abstraits de cette réflexion, a favorisé une politisation, voire une idéologisation du concept. Ce dernier étant en effet considéré indépendamment de son ancrage historique, il devient possible de le faire fonctionner dans des débats contemporains. La fin de la Deuxième Guerre mondiale et le début de la guerre froide vont catalyser cette migration du concept de la sphère historiographique à une sphère philosophique politisée.

La parution aux États-Unis des travaux de Baron est ainsi concomitante à un regain d'intérêt des États-Unis pour l'histoire européenne. Jusqu'ici en effet, les États-Unis se préoccupaient surtout d'histoire anglaise, et se concentraient principalement sur des

²⁹ Sur la différence de statut entre *Geistesgeschichte* et histoire intellectuelle, voir l'article de Charles E. McClelland, « German Intellectual History », *Central European History*, 19, 1986, p. 164-173.

problématiques institutionnelles. Après la Première Guerre mondiale, une certaine méfiance à l'égard de l'histoire européenne était même apparue : les historiens américains, soucieux de se désolidariser des causes ayant conduit à la catastrophe de 1914-1918, s'étaient montrés davantage enclins à insister sur la spécificité de leur histoire qu'à mettre en valeur un hypothétique héritage commun³⁰.

Après 1945, il en fut tout autrement. La solidarité des démocraties, la dénonciation de l'ennemi commun, le nazisme, mais aussi la bipolarisation des relations internationales et l'importance du leadership américain, tout concourait à exalter les valeurs universelles partagées par les Américains et les Européens. Le cours d'histoire le plus enseigné dans les campus américains après la fin de la guerre devint ainsi le cours de « Western Civilization », qui accordait, pour la première fois aux États-Unis, une importance de tout premier plan à l'histoire européenne. Il s'agissait en effet, selon le *Report of Harvard's General Education committee* de 1945, de mettre en valeur les exigences suivantes:

« why we fight, the principles of a free society, the need to provide a consistent image of American experience, the definition of democracy in a world of totalitarianism, the efforts to fortify the heritage of Western civilization, and the need to provide a common learning for all Americans as a foundation of national unity. »³¹

À mesure que la perspective d'une Guerre froide se précisait, ces exigences prenaient un sens tout particulier, et devenaient un élément important de la mobilisation idéologique des États-Unis dans leur lutte contre le bloc de l'Est. Ainsi, Garrett Mattingly, historien de la Renaissance, affirme dans une conférence imprégnée de rhétorique churchillienne, le rapport existant entre la destinée des peuples occidentaux et leur histoire commune :

³⁰ Peter Novick, *That Noble Dream : The Objectivity Question and the American Historical Association*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.

³¹ Peter Novick, *op. cit.*, p. 312.

« Moved by the same rhythms, stirred by the same impulses, inescapably involved in the same crises, sharing the same past with the peoples of Western Europe, bound to them by a thousand daily ties, we go forward with them to a common destiny. »³²

Dans ce contexte, les historiens allemands purent enfin trouver un espace où leurs compétences pouvaient être appréciées à leur juste valeur. La « Western civilization » a offert à leurs travaux à la fois un arrière-plan idéologique et un cadre conceptuel, auquel les savants immigrés surent s'adapter sans peine :

« Il concetto di Western Civilization offrì cioè agli studiosi tedeschi appena arrivati, un paradigma concettuale entro il quale portare avanti le loro indagini storiche, senza dover apportare grandi modifiche ai loro orientamenti scientifici generali »³³

Dans son article sur les historiens américains et la Renaissance italienne, Anthony Molho suggère cependant une forme de torsion opérée par Baron sur ses propres thèses pour les rendre compatibles avec le contexte intellectuel et idéologique américain : il attribue à Baron la mise en place de schèmes d'explication analogiques de la situation contemporaine, qui font basculer le traitement du républicanisme florentin dans l'anachronisme. Cette interprétation est en accord avec ce que laissaient déjà entendre certaines recensions de la première édition de la *Crisis*. Gennaro Sasso par exemple, citant le parallèle effectué par Baron entre la descente de Giangaleazzo en 1402 et les offensives de Napoléon et de Hitler³⁴, estime qu'il y a chez Baron une sorte de conflit entre la conscience historique et la « passion morale », qui tend à exalter la résistance florentine comme un « moment éternel de l'esprit humain »³⁵. Une autre recension importante, celle de Wallace Ferguson, va encore plus loin et affirme que l'idée même de conflit idéologique, radicalement moderne, ne saurait s'appliquer au début de la Renaissance florentine :

³² « A sample discipline – the teaching of history », discours prononcé lors de la conférence du Bicentenaire de l'université de Princeton, « The University and Its World Responsibilities », tenue le 20 février 1947, cité par Novick, *op. cit.*, p. 311.

³³ Molho, *op. cit.*, p. 16.

³⁴ *Crisis*, I, p. 31-32.

³⁵ Gennaro Sasso, « 'Florentina Libertas' e rinascimento italiano nell'opera di Hans Baron (A proposito di due opere recenti) », *Rivista storica italiana*, 69, 1957, p. 250-276

« As he [Baron] sees them, 'the wars of the Giangaleazzo period were a struggle of ideas as well as of material resources' (p. 388), a view that may owe as much to the ideological conflicts of the twentieth century as did that of the nineteenth-century historians to the experience of the Risorgimento.”³⁶

Or cette lecture idéologique de Baron doit être précisée, afin de mieux cerner les connotations nouvelles qui vinrent se cristalliser autour de la notion de républicanisme.

Une hypothèse doit d'abord être écartée. Comme nous l'avons vu, le corpus fondamental des thèses baroniennes s'était constitué avant la guerre et, par la suite, les difficultés matérielles et le statut même d'exilé l'avaient tenu à l'écart de toute implication politique comparable à l'activité qui était la sienne sous la République de Weimar. Par conséquent, considérer que l'humanisme civique est une construction intellectuelle répondant aux exigences idéologiques d'après 1945 est un contresens total.

En revanche, il est indéniable que certaines inflexions prises par les écrits de Baron dans les années 1950 et particulièrement dans la *Crisis*, montrent une sensibilité de l'historien immigré au contexte politique contemporain. En effet, le seul réaménagement, et il est certes d'importance, qu'il ait apporté à sa thèse dans les années 1950 est le rôle prépondérant attribué à l'expérience de la guerre contre Milan dans la naissance de l'humanisme civique³⁷. Selon cet argument, seul le danger de mort qui a pesé sur la liberté républicaine a pu déclencher l'éclosion, en un temps extrêmement bref (entre 1399 et 1402), d'un discours politique fondé sur les valeurs républicaines. C'est l'argument principal invoqué à juste titre par les critiques de Baron pour mettre en évidence la perméabilité de ses travaux aux événements contemporains.

Toutefois, bien plus que cette inflexion de l'analyse, qui ne doit pas faire oublier la remarquable continuité des travaux de Baron, c'est le contexte de la réception qui permet le mieux de comprendre l'orientation politique acquise par la notion de républicanisme.

³⁶ Wallace Ferguson, *Speculum*, 31, 1956, p. 344-346.

³⁷ Voir l'ouvrage majeur de Baron, *The Crisis of the Early Italian Renaissance : Civic Humanism and Republican Liberty in an Age of Classicism and Tyranny*, Princeton, Princeton University Press, 1955. La seconde édition, datée de 1966, fut traduite en italien par Renzo Pecchioli, *La crisi del primo Rinascimento italiano: Umanesimo civile e libertà repubblicana in un età di classicismo e di tirannide*, Firenze, Sansoni, 1970.

Comme nous l'avons vu, les travaux les plus aboutis et les plus systématiques de Baron paraissent au moment où l'exigence d'une mobilisation idéologique des élites intellectuelles est la plus forte, et passe par la légitimation historique de l'alliance atlantique.

Ainsi, bien plus que l'adaptabilité de Baron lui-même, ce qu'il convient de souligner, c'est la remarquable productivité de l'histoire de la république florentine dans la réflexion sur la démocratie moderne, à Weimar comme aux États-Unis. Dans les deux contextes, les partisans de la démocratie attendaient de l'histoire qu'elle dépasse l'horizon national et qu'elle fonde ailleurs, dans le temps et dans l'espace, une communauté inter-étatique : pour les républicains de Weimar comme pour les Américains après 1945, l'avenir exigeait une réconciliation avec l'Europe occidentale. Bien entendu, cette continuité a été rendue possible par une forme de compatibilité intellectuelle, que nous avons tentée de mettre en évidence. Mais bien au-delà de l'engagement idéologique plus ou moins apparent des uns et des autres, c'est bien le rôle particulier joué par l'écriture de l'histoire en Occident au XXe siècle qu'il faut souligner, et cette tendance, impulsée par les projets politiques et stratégiques globaux, à rechercher un ascendant commun pour établir une parenté. La Grèce, Rome et Byzance sont ainsi souvent convoquées au premier plan. Au même titre, l'Italie de la Renaissance, bien moins soupçonnée d'impérialisme que les empires anciens et que les autres grandes histoires nationales européennes, fut ainsi appelée en Allemagne et aux États-Unis, comme plus tard par l'Union Européenne, pour justifier et légitimer une alliance entre les peuples.

3. Le républicanisme comme discours anti-libéral

Ainsi, les circonstances historiques ont favorisé l'audience de l'histoire républicaine florentine à une époque où les États-Unis recherchaient des racines européennes. Pourtant, l'humanisme civique ne devint pas « l'idéologie » de l'Amérique de la guerre froide. Bien au contraire, il entra assez vite en concurrence avec l'histoire dominante de la révolution américaine, directement inspirée de la doctrine libérale.

Il est inutile de présenter l'ouvrage fondateur du néo-républicanisme contemporain dans sa version historique, *Le moment machiavélien*, dont la lecture de la Renaissance italienne fut décisive pour les débats historiographiques mais aussi politiques aux États-Unis et en

Angleterre³⁸. Cet ouvrage est particulièrement important pour l'évolution du terme de républicanisme car il est le premier à développer l'idée d'une continuité, caractéristique de cette historiographie néo-républicaine, entre la Renaissance italienne, la révolution anglaise et la révolution américaine. Cette continuité est présente chez tous les représentants de cette mouvance, et on la retrouve chez Quentin Skinner³⁹. Toutefois, ce dernier propose des positionnements originaux sur plusieurs points et rejette par ailleurs la catégorie de républicanisme en tant que telle, et préfère la notion de pensée néo-romaine. Le lien entre les thèses de Pocock, Skinner et Viroli étant un problème autonome, nous ne considérerons ici que l'oeuvre de Pocock, comme formulation paradigmatique de cette continuité dans la pensée républicaine.

Bien que son ouvrage soit fondateur à bien des égards, Pocock s'insère dans un courant important au sein de l'historiographie anglo-saxonne⁴⁰, axée sur la pensée politique de l'opposition anglaise des XVII-XVIIIe siècles, fortement marquée par un anti-autoritarisme apparu au moment de la Guerre Civile. Bernard Bailyn et Gordon Wood sont les premiers à mettre en évidence l'importance de cette tradition dans la pensée américaine et à étudier les modalités de leur « américanisation »⁴¹. L'ensemble de ce courant, parfois appelé « révisionniste » s'oppose radicalement à l'interprétation libérale de la révolution américaine, pour qui les sources philosophique de la révolution américaine sont uniquement à rechercher dans l'oeuvre de Locke.

³⁸ John Pocock, *The Machiavellian moment: Florentine political thought and the Atlantic republican tradition*, Princeton University Press, 1975, trad. fr. Luc Borot, Presses universitaires de France, 1997. Voir également *Virtue Commerce and History; essays in political thought and history, chiefly in the eighteenth century*, Cambridge University Press, Cambridge Mass., 1985.

³⁹ Voir par exemple Quentin Skinner, *The Foundations of modern political thought*, Cambridge University Press, 1978

⁴⁰ L'ouvrage majeur de ce courant historiographique est le livre de Caroline Robbins, *Eighteenth-Century Commonwealthman: Studies on the Transmission, Development and Circumstances of English Liberal Thought from the Restoration of Charles II until the War with the Thirteen Colonies*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1961 (2^e édition, Atheneum, New York, 1968).

⁴¹ Bernard Bailyn, *The Ideological origins of the American revolution*, Belknap press of Harvard university press, Cambridge, Mass., 1968 (2^e édition, 1971); Gordon Wood, *The Creation of the American republic 1776-1787*, University of North Carolina press, Chapel Hill, 1969 ; trad. fr. de François Delastre, *La création de la République américaine, 1776-1787*, intro. de Claude Lefort, Belin, Paris, 1991.

L'originalité de Pocock réside en une triple synthèse : synthèse entre tradition anglaise et révolution américaine, déjà mise en évidence par Bailyn et Wood ; synthèse entre tradition anglo-américaine et tradition florentine – toute la première partie du *Moment machiavélien* vise ainsi à montrer comment l'humanisme civique du XVe siècle florentin pose les bases d'un problème philosophique fondamental, développé ensuite par Machiavel – ; synthèse enfin entre histoire et philosophie politique. Cette dernière synthèse, qui nous intéresse plus particulièrement ici, est clairement illustrée dans l'emploi de la notion de « moment ». En effet, Pocock met ici l'accent sur la coïncidence entre un moment historique décisif – la crise de la République florentine – et l'apparition ou la réapparition d'une problématique philosophique donnée – les rapports entre l'action humaine et l'instabilité de la fortune. Le « moment machiavélien » s'inscrit donc comme la conceptualisation de l'action humaine imposant un ordre politique malgré un environnement hostile, il exalte le règne de la *virtù* contre la *fortune* et la *corruption*.

Cette conception de l'Histoire, dont Pecchioli, dans des pages consacrées à Pocock⁴², rappelle ce qu'elle doit à la notion de paradigme telle qu'elle formulée par Kuhn, consacre la bivalence historique et philosophique de la notion de républicanisme. Le républicanisme est toujours un outil d'analyse historique mais en même temps, il est une prise de position philosophique forte dans les débats politiques des années 1960-1970. L'ennemi du républicanisme, c'est donc le libéralisme marchand, fer de lance d'une prétendue modernité :

« Ceux qui invoquent aujourd'hui cette modernité sont les chantres du post-modernisme, c'est-à-dire de cette forme de perte de la citoyenneté qui nous affecte tous aujourd'hui à mesure que la souveraineté et la nation disparaissent sous le régime polymorphe du marché. »

Par opposition à une liberté authentique fondée sur la participation, le libéralisme n'offrirait qu'une liberté appauvrie et factice, garantie négativement par les droits individuels. Cette dernière irait en effet à la fois contre la nature même de l'homme, conçu par Pocock de façon aristotélicienne comme « animal politique » et contre un impératif moral. Car le seul bien qui existe pour le citoyen est la poursuite du bien commun, qui est en même temps réalisation de son essence. Isaiah Berlin a formulé de façon désormais classique cette

⁴² Cf. Renzo Pecchioli, *Dal « mito » di Venezia all' « ideologia americana » : Itinerari e modelli della storiografia sul repubblicanesimo dell'età moderna*, Venise, 1983

opposition entre la liberté négative, imputée aux libéraux, et la liberté positive, définie par la participation⁴³, opposition qui recoupe une autre distinction canonique, celle de Benjamin Constant, entre liberté des Anciens et liberté des Modernes⁴⁴.

Cette insistance sur le bien commun et sur les valeurs civiques n'est pas sans rappeler la conception arendtienne de la politique, à laquelle Pocock fait d'ailleurs allusion dans le *Moment machiavélien*⁴⁵. L'influence d'Arendt est certes perceptible dans la distinction entre « *vita activa* » et « *vita contemplativa* », que Baron avait déjà soulignée, et que Pocock reprend à son compte en affirmant que l'humanisme florentin redécouvre la supériorité de la « *vita activa* » sur la « *vita contemplativa* » médiévale et pose ainsi le cadre indispensable à l'éclosion du *Moment machiavélien*. Mais c'est surtout dans l'opposition de la sphère politique et de la sphère économique qu'elle est, nous semble-t-il, significative. C'est là une distinction majeure qu'opère la pensée d'Arendt pour isoler la spécificité du politique : la participation à la vie publique est l'activité la plus haute de la condition humaine, par opposition au règne des rapports économiques et de la nécessité biologique⁴⁶. Soulignons que c'est sur cette spécificité du politique qu'Arendt fonde également sa comparaison entre la révolution américaine et la révolution française : la première aurait bénéficié seule d'une inspiration authentiquement politique, sous l'impulsion d'associations et d'assemblées locales, tandis que la seconde, d'emblée orientée vers la question sociale, aurait échoué à atteindre une signification politique⁴⁷. Le fameux texte d'Arendt sur la révolution explique ainsi sans doute pourquoi la révolution française ne figure pas dans la synthèse pourtant extrêmement vaste du *Moment machiavélien*.

⁴³ Isaiah Berlin, "Two Concepts of Liberty" (1958), *Four Essays on Liberty*, Oxford University Press, London, 1969.

⁴⁴ Benjamin Constant, "De la liberté des anciens comparée à celle des modernes" (1819), *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*, Garnier-Flammarion, Paris, 1986, pp. 265-291.

⁴⁵ *La Condition de l'homme moderne* et *l'Essai sur la révolution* sont tous deux cités dans la bibliographie du *Moment machiavélien*.

⁴⁶ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, trad. fr. de Georges Fradier, Calmann-Lévy, 1961 et 1983, p. 269-271. Voir aussi « Qu'est-ce que l'autorité ? » et « Qu'est-ce que la liberté ? » dans *La crise de la culture, huit exercices de pensée politique*, trad. fr. sous la direction de Patrick Lévy, Gallimard, Paris, 1972, p.121-185 et p. 186-222.

⁴⁷ Hannah Arendt, *On Revolution*, Viking Press, New York, 1963.

Mais en se plaçant d'un point de vue exclusivement politique sans s'intéresser aux différents aspects de la vie humaine, Pocock, tend à radicaliser l'opposition de la politique au commerce en l'exprimant sous la forme d'une antithèse entre vertu et corruption. Le républicanisme est une philosophie de la citoyenneté comme vertu, sur laquelle plane constamment le risque de la corruption, comprise non seulement comme ruine de l'État mais aussi comme corruption morale. Dans sa critique virulente du libéralisme marchand, qui n'épargne d'ailleurs pas le droit et la bourgeoisie, Pocock se définit comme un :

« non-marxiste qui cherche les circonstances dans lesquelles un langage marxiste peut être légitimement employé et qui s'étonne des connexions que nous semblons découvrir entre loi, libéralisme et bourgeoisie »⁴⁸

C'est donc bien une théorie politique de la « troisième voie », anti-marxiste et anti-libérale, qui voit le jour dans sa première grande synthèse historique sous la plume de John Pocock. Malgré les attaques des théoriciens du libéralisme d'une part, et des historiens marxistes d'autre part, cette synthèse a été à l'origine d'un courant extrêmement vigoureux de la pensée politique anglo-saxonne qui doit beaucoup, on ne l'a pas suffisamment souligné, aux intuitions de Hannah Arendt. L'humanisme civique allait contribuer à une importante remise en question du libéralisme, le poussant notamment à se différencier de ses formes les plus radicales.

L'évolution du concept de républicanisme n'a pas été déterminée par un approfondissement interne continu à partir des travaux de Baron, mais sous l'impulsion discontinue de motifs périphériques, qui tiennent surtout au contexte de la réception. Absorbé dans une sphère philosophique, il fut appelé à jouer le rôle de fondement, de prototype de la démocratie moderne. Pourtant, bien que né en opposition au totalitarisme contemporain, le républicanisme ne devint pas le point d'origine de la démocratie. Bien au contraire, venant concurrencer une tradition philosophique déjà solidement constituée, il alimenta, aux États-Unis et en Grande Bretagne, un courant extrêmement critique à l'égard des institutions libérales.

⁴⁸ John Pocock, *Vertu, commerce et histoire : essais sur la pensée et l'histoire politique au XVIII^e siècle*, trad. fr. de Hélène Aji, Presses universitaires de France, Paris, 1998, p. 65.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le débat qui oppose libéraux et républicains. En proposant un essai de généalogie de la notion de républicanisme telle qu'elle est utilisée par la critique et par la pensée politique anglo-saxonne, nous n'avons pas voulu remettre en question le républicanisme comme conception philosophique. En montrant que le républicanisme a subi de profondes modifications, à partir des travaux de Baron, dans sa connotation, ses implications et ses présupposés, nous avons plutôt voulu attirer l'attention sur une confusion dangereuse entre concept historiographique et concept normatif. En effet, par un effet de distorsion, la critique est souvent conduite à évaluer les travaux de Hans Baron à partir de ceux de Pocock et de Skinner. De même, la thèse de la continuité entre l'humanisme florentin, Machiavel, les républicains anglais est souvent considérée comme une thèse historique, alors qu'elle est plutôt de l'ordre d'une intertextualité philosophique. Enfin, on considère fréquemment les penseurs florentins de la fin du XIV^e et du début du XV^e siècle, comme des républicains au sens d'Arendt ou de Pocock, et l'on fait ainsi l'économie d'un véritable questionnement sur l'originalité de leur synthèse, à partir d'éléments empruntés au droit, à la théologie, à la philosophie et à la littérature classique.

Il ne s'agissait donc pas pour nous d'invalider toute lecture philosophique des textes républicains au nom de présupposés historicistes, mais de mettre en évidence la politisation de l'historiographie néo-républicaine et le caractère anachronique de son mode de lecture, qui conceptualise le républicanisme sans interroger les conditions d'existence de la république.